



HAL
open science

Mouvement ouvrier

Adrien Mazières-Vaysse

► **To cite this version:**

Adrien Mazières-Vaysse. Mouvement ouvrier. Dictionnaire des relations franco-allemandes, 2009, pp.157-163. halshs-00511525

HAL Id: halshs-00511525

<https://shs.hal.science/halshs-00511525>

Submitted on 4 Feb 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Notice « Mouvement ouvrier »,

Isabelle Guinaudeau, Astrid Kufer et Christophe Prémat (dir.), *Dictionnaire des relations franco-allemandes*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2009, p. 157-163

Français et allemands sont au cœur de la constitution et du développement du mouvement ouvrier européen et international aux XIX^e et XX^e siècles. A l'origine regroupés dans une seule organisation internationale, les courants du mouvement ouvrier n'ont cessé ensuite de se différencier : en organisations nationales, en organisations politiques et syndicales, en différents courants – sociaux-démocrates, communistes, anarchistes, trotskystes, maoïstes, chrétiens, etc. Les relations franco-allemandes au sein du mouvement ouvrier se situent au cœur d'une dialectique entre l'idée de solidarité internationale et de construction d'une nouvelle société à l'échelle mondiale, et l'ancrage national des mouvements politiques ou syndicaux. Lors de chaque crise politique, en particulier lors des guerres, la pratique de l'internationalisme est lourdement mise à l'épreuve : Français et Allemands polarisent les débats internationaux.

Les relations sont de trois ordres : elles s'inscrivent d'abord dans le cadre formel des organisations internationales, dans le cadre de relations bilatérales entre organisations nationales, et de relations interpersonnelles surtout dans les périodes de guerre ou de clandestinité – correspondants de presse, mais surtout exilés et résistants. Dans une première période, jusqu'en 1914, le mouvement ouvrier international est dominé par les organisations françaises et allemandes, ce qui induit une spécificité importante des relations franco-allemandes. Paris est le creuset de la naissance des premières formes d'organisation ouvrière française et allemande au début du XIX^e siècle. Devenu un modèle européen quelques décennies plus tard, le mouvement ouvrier allemand contribue à l'unification des socialistes français. Après 1917, en raison du déplacement du centre de gravité du mouvement ouvrier vers la Russie, puis le Tiers-monde, de l'affaiblissement après 1945 du mouvement ouvrier en Allemagne, les liens spécifiquement franco-allemands s'affaiblissent.

Paris, « la ville-mère de la Révolution » (Engels)

Le mouvement ouvrier moderne en France et en Allemagne se constitue progressivement au cours du premier XIX^e siècle, principalement par la mise en commun des expériences des luttes de classe en Angleterre, des pratiques révolutionnaires françaises et de la théorie allemande. Paris, lieu d'accueil jusque dans les années 1840 de nombreux exilés constitue le creuset de formation des premières organisations ouvrières françaises et allemandes. Des

jours de Juillet 1830 jusqu'à la révolution de juin 1848, les idées néo-babouvistes, descendant de Babeuf et de la Conspiration des égaux active pendant la **Révolution française**, dominent chez les français et les allemands qui créent des sociétés secrètes et mènent des conspirations poursuivant l'objectif de conquête de l'égalité politique et sociale.

Après la fin de la vague révolutionnaire venue de France en 1830, marquée par la fête de Hambach dans le Palatinat (1832), de nombreux militants allemands doivent s'exiler. Ils sont nombreux à gagner Paris et se joindre aux sociétés secrètes révolutionnaires, côtoyant ainsi des artisans compagnons français. En 1832, sous l'égide de Jacob Venedey et Theodor Schuster voit le jour l'Association des Allemands de Paris¹, qui donnera naissance en 1834 à la Ligue des Bannis² composée principalement d'intellectuels. Le courant plus radical composé d'ouvriers de la Ligue des Bannis, regroupé autour de Heinrich Bauer, Joseph Moll, Karl Schapper et Wilhelm Weitling fondèrent en 1836 la Ligue des Justes³. Le mouvement ouvrier allemand en exil naquit à Paris. En 1848, lorsque la **Révolution de 1848** s'étend en Allemagne, de nombreux émigrés, dont Karl Marx, rentrent en Allemagne mettre à profit les savoir-faire acquis à Paris.

Marx, Engels et la Première Internationale

La pensée de Marx, au-delà de la filiation théorique allemande, constitue le produit sous la contrainte de l'exil, des relations internationales denses des premières années du mouvement ouvrier, centrées sur un axe franco-allemand. S'il a certes écrit l'essentiel de son œuvre en allemand, il a aussi écrit en français, notamment *Misère de la philosophie* (1847), sa réponse à *Philosophie de la misère* de Proudhon. Avant de finir sa vie à Londres, il a vécu en Allemagne, en exil à Bruxelles ou à Paris. Dans la capitale française, il rencontre Friedrich Engels, avec qui il prend part à l'activité des groupes révolutionnaires parisiens. Il y publie un numéro des *Annales franco-allemandes*⁴ également diffusé en Allemagne. A plusieurs reprises il écrira sur la France : *Les luttes de classes en France* (1850) sur la Révolution de 1848, *Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte* (1851) sur le coup d'état de Napoléon III, *La guerre civile en France* (1871) sur la Commune de Paris. Son œuvre constitue une

¹ Deutscher Volksverein (Traduction)

² Bund der Geächteten (Traduction)

³ Bund der Gerechten (Traduction)

⁴ *Deutsch-Französische Jahrbücher* (Traduction)

synthèse internationale, permise par des échanges internationaux étroits, des apports de la philosophie allemande, notamment hégélienne, de la pensée politique française et de l'économie politique anglaise. Le *Manifeste du Parti Communiste* commandée à K. Marx et F. Engels, par la Ligue des Communistes – organisation qui succède à la Ligue des Justes – juste avant le déclenchement de la première **Révolution de 1848** en France n'a pas d'influence sur le déroulement des événements. Quelques années plus tard pourtant, le *Manifeste* s'impose comme le programme de tout le mouvement ouvrier allemand puis européen.

L'Association Internationale des Travailleurs (AIT) ou Première Internationale, fondée à Londres en 1864, se fait, congrès après congrès, l'arène de vifs débats entre partisans de Marx, délégués des pays les plus industrialisés en particulier l'Allemagne, et les partisans de Proudhon et plus tard de Bakounine, représentant les pays plus agraires : en premier lieu les délégués français. Pour autant, malgré l'opposition française, les conceptions de Marx deviennent majoritaires lors du Congrès de Genève (1866), par la reconnaissance du mouvement syndical et l'adoption d'une résolution s'adressant aux Etats en faveur de mesures de politique sociale ; puis lors du Congrès de Bruxelles (1868) par l'orientation en faveur de la socialisation des moyens de production.

La guerre de 1870-1871 et la Commune de Paris constituent la première mise à l'épreuve majeure pour l'Internationale. En Allemagne, le jeune Parti Ouvrier Social Démocrate vote contre les crédits de guerre au parlement nord-allemand. Les Lassaliens, eux, se rallient à la guerre. L'Internationale est impuissante, face aux gouvernements, à empêcher la guerre. Suivant l'exemple de plusieurs de ses sections françaises ayant publié des manifestes s'opposant à la guerre, l'Internationale, dans sa *Première adresse du Conseil Général sur la guerre franco-allemande*, affirme la solidarité internationale des travailleurs contre la guerre que se livrent des dynasties. Les messages d'amitié des ouvriers français reçoivent un écho important en Allemagne : organisation de meetings, messages de soutien des ouvriers de Chemnitz, de Brunswick, de Berlin... Français et Allemands protestent unanimement contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, analysée comme le germe de nouvelles guerres.

Le SPD et « l'époque classique » de la Deuxième Internationale

Après la Commune de Paris (1871), les débats dans l'Internationale entre les orientations françaises et allemandes se font plus violents. La rupture est consommée en 1872, au Congrès de La Haye, par l'exclusion des anarchistes, partisans de Proudhon et de Bakounine,

s'opposant à la création de partis ouvriers nationaux, sur le modèle du SPD (Sozialdemokratische Partei Deutschlands) allemand. Le mouvement ouvrier perd définitivement son unité. Suite à plusieurs échecs, une nouvelle Internationale – la deuxième – est reconstituée en 1889 à Paris, à l'initiative du courant marxiste français de Jules Guesde. L'organisation fut encore très européenne, et les grandes controverses furent celles qui opposèrent le SPD aux partis français, puis à la SFIO. Le SPD constitue un modèle incontestable, du fait de la croissance de ses effectifs, de son électorat et des syndicats, un exemple pour le mouvement ouvrier français. Il joue au sein de l'Internationale un rôle de moteur de l'unification du mouvement ouvrier français divisé entre les Guesdistes du Parti Ouvrier Français, principaux représentants du marxisme en France, et les courants plus réformistes favorables à l'entrée des socialistes au gouvernement – possibilistes, allemanistes, etc. – qui s'unissent dans la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) en 1905.

Deux grands débats animent l'Internationale jusqu'en 1914. Le premier oppose Eduard Bernstein à Jean Jaurès [→ Partis politiques] . Par ailleurs, la bureaucratisation du SPD, devenu au tournant du siècle un parti de masse, n'en fait pas un parti aussi combatif qu'auparavant. Cette évolution alimente la controverse qui oppose J. Jaurès à A. Bebel, lors du Congrès de l'Internationale d'Amsterdam (1904), le Français relevant les contradictions du SPD qui développait un discours très radical mais n'était que peu disponible à l'action. Le second débat tient à l'adoption d'une stratégie pour contrer le déclenchement d'une guerre européenne. Les délégations allemande menée par A. Bebel, et française derrière J. Jaurès s'affrontent lors des Congrès de Stuttgart (1907), puis de Copenhague (1910) : si elles parviennent à adopter une position commune sur la nécessité de tout mettre en œuvre pour contrer une guerre, la social-démocratie allemande refuse de choisir comme moyen d'action la proposition française, la grève générale et l'insurrection.

En juillet 1914, tous les partis socialistes européens organisent de grandes manifestations de protestation contre la guerre [→ Première Guerre Mondiale] qui sont très suivies, mais se rallient à l'Union sacrée quelques jours plus tard. La gauche du SPD, menée par Clara Zetkin, Rosa Luxemburg, Franz Mehring, Georg Ledebour, est seule à s'y opposer, et Karl Liebknecht est le premier parlementaire à refuser le vote des crédits de guerre en décembre 1914. Une minorité combat le ralliement des socialistes français et de la CGT à la guerre, notamment les syndicalistes Pierre Monatte et Alfred Rosmer.

Les relations franco-allemandes entre organisations ouvrières cessent d'exister avec l'effondrement de l'Internationale en août 1914. Le fil n'est renoué que par une poignée d'oppositionalistes qui participent à la Conférence internationale de Zimmerwald en Suisse en septembre 1915. Le SPD et la SFIO n'ayant pas été invités, les délégations françaises et allemandes ne représentent que l'opposition interne de ces organisations : A. Merrheim et A. Bourderon de la CGT, Adolf Hoffmann et Georg Ledebour députés du SPD. Une déclaration internationale est adoptée, à laquelle s'ajoute une déclaration spécifiquement franco-allemande. Toutes deux dénoncent la nature impérialiste de la guerre et de l'Union sacrée. Elles réaffirment la solidarité internationale des peuples et appellent à une paix qui ne lèse aucune nation. Avec les rencontres des organisations internationales de jeunesse et de femmes de la défunte Internationale, les conférences de Zimmerwald et Kienthal (avril 1916) constituent les seules démonstrations de solidarité internationale, en particulier franco-allemande, pendant la guerre.

Le mouvement ouvrier d'une guerre à l'autre

A partir de 1917, des vagues de grèves face à la dégradation des conditions de vie, se multiplient en France et en Allemagne, et s'en prennent de manière croissante à la guerre. En Russie, la crise conduit à la révolution d'octobre, tournant dans le mouvement ouvrier international, qui place les Bolcheviks, à l'avant-garde du mouvement ouvrier européen, remplaçant en cela les organisations françaises et allemandes qui avaient occupé cet espace jusqu'à la débâcle d'août 1914. Les relations spécifiquement franco-allemandes perdent de leur densité. Entre socialistes qui ont soutenu l'Union sacrée, les relations internationales se renouent progressivement mais ne peuvent faire oublier les antagonismes des temps de guerre. Les relations entre le PCF (Parti Communiste Français) et le KPD (Kommunistische Partei Deutschlands), nés pendant la vague révolutionnaire d'après guerre, deviennent après 1923, le dernier soubresaut de la Révolution allemande et la stalinisation progressive des Partis Communistes (PC), subordonnées à la centralisation de l'Internationale Communiste (IC) à Moscou.

L'occupation de la Ruhr voit les PC allemands et français tenir une position internationaliste commune pour le retrait des troupes d'occupation, malgré l'isolement dans lequel se retrouve le PCF face au chauvinisme de la population auquel cède la SFIO. C'est après le V^e Congrès de l'IC (1924), que les marges de manœuvres nationales des PC se restreignent. L'hostilité réciproque que se vouent le KPD et le SPD empêchent la formation d'un front unique à

même de battre en brèche la montée du nazisme. En France, on tire néanmoins les leçons de la catastrophe allemande – destruction des appareils légaux, arrestation de centaines de milliers de militants, exécution, etc. La base de la SFIO et du PCF exercent une pression importante suite à la manifestation des ligues le 6 février 1934 et permettent qu’avec l’aval de l’IC, la formation d’un front unique élargi à la bourgeoisie progressiste se concrétise sous la forme du Front Populaire.

Après la destruction des appareils légaux, en Allemagne puis en France en 1940 [→ 1939-1940], de nombreux militants entrent dans la clandestinité. Les liens créés par les exilés allemands en France, notamment dans la **Résistance**, permettent la reconstruction de relations à la fin de la guerre, entre les partis socialistes et sociaux-démocrates, entre les partis communistes, entre les centrales syndicales.

Depuis 1945 : vers la fin du mouvement ouvrier ?

Grâce aux réseaux tissés par les anciens militants du SPD ayant rejoint la résistance française, le SPD bénéficie dans l’immédiat après-guerre de l’appui de la SFIO, mieux organisées, pour se reconstruire. La SFIO et le SPD partagent les mêmes vues sur l’avenir de la Sarre, de la Ruhr et de la Rhénanie, s’opposant totalement au projet du Général de Gaulle. La SFIO milite pour la réintégration du SPD dans le mouvement socialiste international. Les relations sont très denses entre les deux partis, jusqu’à ce que l’affaiblissement de la SFIO déporte l’intérêt du SPD vers le Labour britannique. Par la suite, les relations ont principalement lieu dans le cadre formel des rencontres de l’Internationale Socialiste, recréée en 1951, et entre quelques fédérations particulièrement internationalistes, les organisations de jeunesse et d’étudiants.

Le PCF entretient des relations avec la **RDA** : militants et dirigeants des deux partis se rencontrent à l’occasion de voyage dans l’Est de l’Allemagne. Les dirigeants de la CGT (Confédération Générale du Travail) et de la FDGB (Freier Deutscher Gewerkschaftsbund) opèrent un rapprochement et signent à Berlin une déclaration commune en juin 1950 visant à défendre la paix et le bien être des travailleurs français et allemands. Plus tardivement, des **jumelages** unissent des villes communistes françaises à des villes est-allemandes.

C’est surtout l’affaiblissement du mouvement ouvrier ou du caractère ouvrier ou socialiste du SPD et du SED qui rompt avec la densité des relations des périodes précédentes. L’entreprise nazie de destruction systématique du mouvement ouvrier organisé a laissé les organisations ouvrières exsangues. Ayant perdu son influence le KPD est interdit et dissout en 1956 en

RFA. Au Congrès de Bad-Godesberg de 1959, le SPD adopte un programme rompant avec la théorie marxiste et l'horizon de rupture avec le capitalisme, pour un ralliement à « l'économie sociale de marché » (Soziale Marktwirtschaft), se muant d'un *Arbeiterpartei* en un *Volkspartei*. Ainsi, le terme même de « social-démocratie » joue le rôle, jusqu'au milieu des années 1980, de repoussoir dans les débats entre socialistes français. En RDA, face à l'insurrection populaire du 17 juin 1953, le SED fait appel aux forces soviétiques pour mener la répression. L'évènement démontre clairement la transformation du parti en un instrument d'oppression de la population. Ces deux dates – 1953 en RDA, 1959 en RFA – marquent une fin relative du mouvement ouvrier comme mouvement politique en Allemagne.

Depuis l'an 2000, le développement des mobilisations altermondialistes – notamment les contre-sommets de Gênes, Evian ou Heiligendamm – a fourni un cadre dans lequel militants français et allemands ont renoué des liens, aux côtés d'autres courants non-issus du mouvement ouvrier. La création d'ATTAC en Allemagne sur le modèle de l'association altermondialiste française en témoigne, comme à l'inverse l'intérêt que porte la gauche française pour la création de Die Linke en Allemagne.

Bibliographie

- KUHN Axel, 2004, *Die deutsche Arbeiterbewegung*, Reclam, Stuttgart
- ABENDROTH Wolfgang, 2002, *Histoire du mouvement ouvrier en Europe*, Paris, La découverte [*Sozialgeschichte der europäischen Arbeiterbewegung*, Suhrkamp Verlag, Frankfurt/Main, 1965]
- DROZ Jacques, 1997, *Histoire générale du socialisme*, Paris, Presses Universitaires de France, Tome 1-4

Renvois

Pacifisme, Première guerre mondiale, Révolution française, Révolution de 1848, 1939-1940, Résistance, RDA, 1968, Intellectuels